



Montreuil, le vendredi 17 janvier 2025

## Déclaration fédérale

### Le 22 janvier, faites entendre votre voix !

Le 22 janvier, toutes et tous en grève, devant Bercy et les sites en mobilisation pour imposer le traitement des urgences sociales dont l'abrogation de la réforme des retraites

Depuis quelques mois, l'industrie est confrontée à une vague de plans de suppressions d'emplois, de réorganisations, de transfert d'activités et d'unités de production dans des pays à bas coûts.

Les prestataires qui interviennent dans ces secteurs ne sont pas en reste. Ce sont des centaines d'emplois qui sont menacés dans nos secteurs à travers des licenciements individuels pour des motifs fallacieux ou des ruptures conventionnelles négociées sous pression. Autant dire que les Droits des salarié.es sont particulièrement mis à mal comme les conditions de travail, les négociations sur les salaires se heurtent à ces contextes de fragilisation de l'emploi, à l'heure où le Medef réclame le retour du CICR, du CIR, des aides au recrutement des apprenti.es, dispositifs onéreux qui n'ont jamais démontré leurs effets.

La CGT recense à ce jour plus de 300 PSE et plus de 300 000 emplois menacés dans les filières industrielles avec des conséquences encore difficiles à identifier dans l'ensemble de l'économie française.

Des résistances s'organisent et des luttes se développent pour s'opposer et proposer une stratégie industrielle qui réponde aux besoins sociaux et aux défis environnementaux.

Le nouveau gouvernement doit répondre aux urgences sociales et orienter ses décisions politiques vers la protection des travailleurs et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Contre l'instrumentalisation des organisations syndicales dites réformistes pour soutenir un gouvernement qui affiche clairement sa stratégie d'enterrement de l'abrogation de la réforme des retraites, la fédération CGT des sociétés d'études appelle l'ensemble des salariés, à se mobiliser à commencer par le 22 janvier, à Bercy à 11h ou devant les entreprises en lutte dans les territoires, pour défendre les emplois, et contre les attaques sans précédent du patronat associé au gouvernement.

**Fédération des Sociétés d'Etudes**